



La Guinée-Bissau est un pays côtier de faible superficie (36 125 km²) bénéficiant d'une pluviométrie plus élevée que la plupart des autres pays sahéliens (2 600 mm par an au sud et 1 200 mm à l'intérieur des terres). La population, estimée actuellement à 1,2 millions d'habitants croît au rythme de 1,9 %, soit un taux de croissance nettement inférieur à celui de l'ensemble de la région.

La Guinée-Bissau est membre de la zone Franc depuis 1997. L'agriculture occupe une place dominante dans l'économie nationale, puisqu'elle contribue à plus de 45 % à la formation du PIB, à 65 % des recettes d'exportation et emploie la majeure partie de la population active. La noix de cajou constitue le principal produit d'exportation. Depuis 1994, la croissance du PIB en volume a été, chaque année, supérieure à celle de la population, à l'exception notable de l'année 1998 où la guerre a provoqué un recul de 28 % de la richesse nationale.

Cette crise, qui a duré 11 mois, s'est traduite par une destruction massive des infrastructures de base, une chute prononcée de la production et des exportations, notamment celles de cajou, un accroissement généralisé des prix et une désorganisation de l'administration publique. Ces profondes perturbations ont abouti à une augmentation du déficit budgétaire et une détérioration de la balance des paiements (excédentaire de 18 milliards Fcfa en 1997, elle est devenue déficitaire de 1 milliard en 1998).

UNE PAUVRETÉ AGGRAVÉE PAR LES CONFLITS

La Guinée-Bissau occupe la 167^e place dans le classement des pays selon l'indice de développement humain (IDH-2002). Le taux d'alphabétisation de l'ensemble de la population est de 25 % et le taux brut de scolarisation est évalué à 53 %. Le PNB par habitant est d'environ 230 dollars et 87 % de la population vit avec moins d'un dollar par jour. Bien que l'on manque de données nationales récentes, il est manifeste que l'ensemble des indicateurs sociaux se sont fortement détériorés à la suite de la crise politique de 1998-99.

En dehors des sols hydromorphes et de ceux de bas-fonds, très favorables à la culture du riz, les terres sont d'une fertilité moyenne et, surtout, elle sont soumises à une forte dégradation en raison des pressions croissantes exercées par les activités humaines. Environ un tiers des terres cultivables est considéré comme dégradé. L'absence de législation foncière accentue le phénomène, en favorisant la pratique d'une agriculture minière par certains grands exploitants. Le riz est la production agricole la plus importante (60 % de la production céréalière brute) et il constitue l'aliment de base de la population.

D'un point de vue quantitatif global, la situation alimentaire apparaît relativement satisfaisante. Toutefois, la malnutrition protéino-énergétique est très répandue du fait de la prédominance des céréales dans la ration alimentaire. Les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes âgées constituent les groupes les plus touchés par l'insécurité alimentaire structurelle.

En septembre 2000, le Gouvernement a adopté un document de stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, dont les principaux objectifs sont :

- la réduction des deux tiers des taux de mortalité infantile (horizon 2015) ;
- l'élimination des disparités entre les sexes dans l'éducation nationale (horizon 2005) ;
- l'inversion des tendances de dégradation des ressources environnementales (horizon 2015).

Le Gouvernement compte atteindre ces objectifs en combinant trois axes majeurs : la création des conditions d'une croissance rapide et durable de l'économie ; l'augmentation de l'accès aux biens sociaux fondamentaux (éducation, santé, eau, assainissement) ; la mise en place de programmes orientés vers la réduction de la pauvreté. Dans le secteur primaire, cette stratégie mettra l'accent sur la valorisation de l'important potentiel rizicole et halieutique dont dispose le pays. La filière riz est considérée comme une composante essentielle du développement agricole du pays.



OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°1

PROMOUVOIR UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE, DIVERSIFIÉE, DURABLE
ET RÉGIONALEMENT INTÉGRÉE

La réalisation de ce premier objectif reposera sur l'obtention de quatre résultats complémentaires : l'optimisation de la gestion des ressources naturelles dans le cadre de systèmes de production durables; l'adaptation de la production à l'augmentation et à la diversification de la demande en produits agricoles et alimentaires; l'augmentation de la production halieutique sur des bases durables. Le développement de l'élevage d'animaux à cycle court et la modernisation de la pêche artisanale font partie des actions prioritaires retenues pour parvenir à ces résultats.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°2

FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT, LA FLUIDIFICATION
ET L'INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE DES MARCHÉS NATIONAUX

Cette amélioration du fonctionnement des marchés nationaux sera recherchée à travers l'intensification des échanges et l'amélioration de la compétitivité des filières agro-alimentaires sur les marchés extérieurs et vis-à-vis des produits importés. À cet effet, des actions seront entreprises afin de promouvoir la commercialisation interne des produits alimentaires et de diversifier l'offre de produits alimentaires, notamment à l'exportation.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°3

AMÉLIORER DURABLEMENT LES CONDITIONS D'ACCÈS DES GROUPES
ET ZONES VULNÉRABLES À L'ALIMENTATION
ET AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

La réalisation de cet objectif résultera principalement de la promotion des échanges intra et inter-communautaires des produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, d'une part, et du développement des activités génératrices de revenus pour les jeunes et les femmes.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°4

AMÉLIORER LES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION ET DE GESTION
DES CRISES CONJONCTURELLES, EN COHÉRENCE AVEC
LA CONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE STRUCTURELLE.

Une meilleure efficacité de la politique de prévention et gestion des crises alimentaires sera obtenue en combinant : l'adaptation des systèmes d'alerte précoce aux diverses formes de crises alimentaires; une meilleure coordination des analyses sur la vulnérabilité et les conditions de vie des ménages; une orientation des actions d'urgence vers les potentialités de sortie de crise et, enfin, une meilleure connaissance des excédents alimentaires disponibles en vue de leur utilisation pour approvisionner les populations vulnérables.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°5

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS ET PROMOUVOIR UNE
BONNE GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Cinq résultats complémentaires seront recherchés pour atteindre ce dernier objectif : la consolidation du processus de décentralisation et le renforcement des capacités des collectivités locales; une réelle implication des organisations paysannes dans la définition des stratégies de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté; la généralisation d'actions de formation et d'échanges d'expériences; la maîtrise des contraintes démographiques et, enfin, l'harmonisation des politiques nationales et régionales de développement du secteur agricole.

